

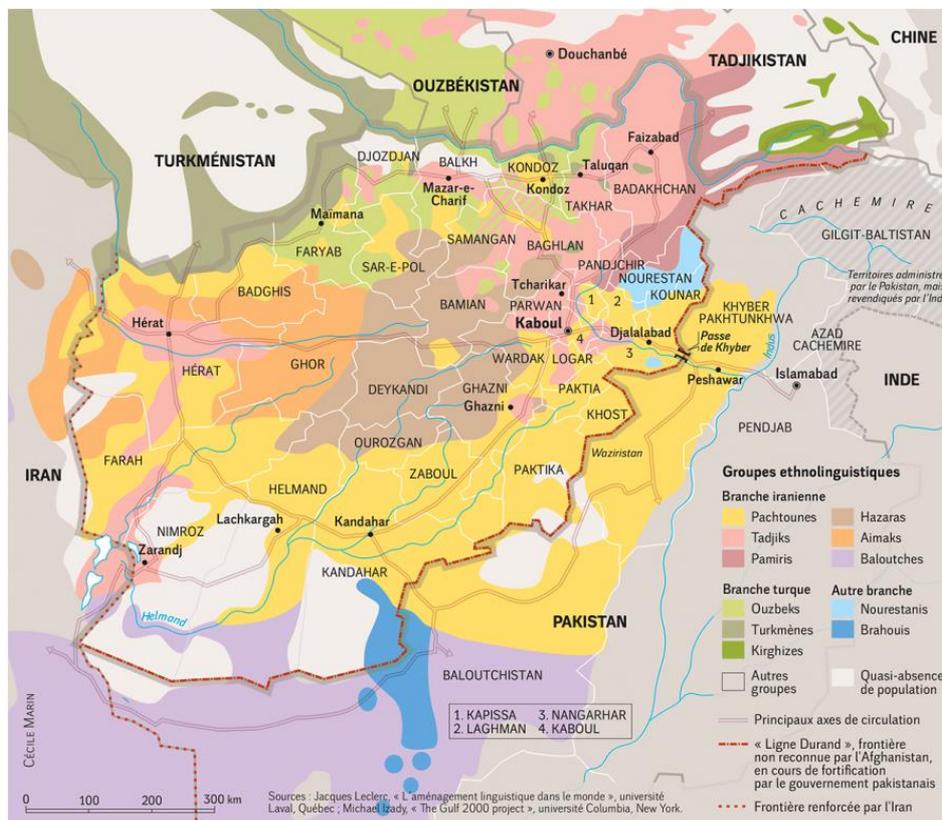
Fiche Pays

- Géographie

L'Afghanistan est un pays très montagneux et difficile d'accès, ce qui explique en partie le fait que les grands empires (britannique, soviétique puis américain) qui ont cherché à le conquérir ont tous échoué. Sa population est une véritable mosaïque ethnolinguistique: environ 40 % de la population est Pachtoune, ethnies principalement concentrées dans le sud et l'est du pays, et à cheval sur le territoire du Pakistan. C'est dans ces zones tribales que s'est développé le mouvement des étudiants en théologie, les Talibans, avec l'appui du Pakistan, dans les années 1990.

Dans le nord, on retrouve principalement les Ouzbeks (9 % de la population) et les Tadjiks (27 %). Le commandant Massoud est issu de cette dernière communauté, il est connu pour avoir résisté aux Talibans dans la période 1996-2001 avec son alliance du Nord. Les Hazaras (10 % de la population), dans le centre du pays, sont les principaux représentants du courant religieux chiite dans le pays, et sont à ce titre une communauté qui a subi les persécutions des Talibans quand ils étaient au pouvoir.

De nombreuses autres ethnies (Kirghizes, Baloutches, Brahouis, Pamiris, etc.) sont regroupées sur le territoire afghan. La population afghane se révèle difficile à recenser : le dernier recensement exhaustif de la population date de 1979, avant que le pays ne bascule dans quatre décennies de conflit ininterrompu. L'ONU estime qu'aujourd'hui le nombre d'Afghans s'élève entre 30 et 40 millions d'habitants.



- Dates-clés

Les années 1970 sont pour l'Afghanistan une phase de grande instabilité politique où les régimes s'enchaînent (monarchie, république libérale, république communiste), et où se succèdent les coups d'Etat.

En 1978, l'un d'entre eux amène les communistes au pouvoir.

L'Armée rouge envahit le pays un an plus tard pour sauvegarder le régime de la rébellion des célèbres moudjahidines, mais son contrôle sur le pays est très superficiel (grandes villes et axes de communication) et se heurte à la résistance de nombreux groupes armés, les fameux moudjahidines.

Les Soviétiques se retirent en 1989, et le gouvernement communiste tombe en 1992.

La concurrence entre groupes moudjahidines permet aux Talibans, formés dans les écoles coraniques pakistanaïses, de prendre le pouvoir en 1996. Ils conquièrent l'intégralité du territoire, mis à part le fief du commandant Massoud dans le Nord-Est. En 2001 les Etats-Unis et la coalition internationale chassent les Talibans de Kaboul, en riposte aux attentats du 11 septembre orchestrés par Al-Qaïda, que les Talibans cachaient en Afghanistan.

Mais là encore, ils ne parviennent pas à se défaire de l'insurrection talibane et, dans une dynamique générale de retrait américain du Moyen-Orient, le président Trump conclut en février 2020 les accords de Doha avec les Talibans : les Américains retireront leurs troupes à condition que les Talibans s'engagent à ne plus protéger ou abriter sur leur sol les agents du terrorisme international (Al-Qaïda et l'Organisation Etat Islamique). A la faveur du départ américain, les Talibans accentuent leur offensive jusqu'à prendre la plupart des grandes villes et des provinces du pays.

Le 15 août 2021 ils entrent dans Kaboul qui tombe sans combattre, et deviennent les nouveaux maîtres de l'Afghanistan.

- Situation actuelle : humanitaire, droits de l'homme et exil

La situation humanitaire du pays suit les dynamiques de la guerre entre l'insurrection talibane et le gouvernement central : la crise humanitaire s'est aggravée depuis le mois d'octobre 2020, avec une intensification des combats dans le sud du pays. Profitant des accords de Doha passés avec les Américains, les Talibans lancent en effet une grande offensive pour reprendre le pays. 40000 habitants de la province du Helmand sont ainsi déplacés. La crise s'intensifie en même temps que les combats, et en mai dernier, le nombre de déplacés atteint 200000 pour l'année 2021. En août, ce chiffre est porté à 550000. Près de 80% de ces personnes sont des femmes et des enfants.

Le PNUD relève une réalité encore plus inquiétante : le principal risque est celui d'une pauvreté universelle. Sans aide internationale, le PNUD estime que 97% des Afghan.e.s pourraient tomber sous le seuil de pauvreté. A cela s'ajoute une troisième vague de Covid et un épisode de sécheresse, qui fragilisent encore les populations. Malgré la volonté de certains Etats de couper les vivres aux Talibans pour favoriser leur chute (notamment les Etats-Unis), les acteurs humanitaires appellent la communauté internationale à continuer le versement d'aides au pays pour éviter d'accentuer la catastrophe humanitaire en cours. Le CICR déclare ainsi « L'Afghanistan est en pleine mutation, mais une chose est sûre : la population civile ne devrait pas en payer le prix. Les besoins humanitaires dans le pays restent immenses ».

<https://www.icrc.org/fr/crise-humanitaire-en-afghanistan>

Comme l'on pouvait s'y attendre, les droits humains ont subi un net recul avec l'ascension fulgurante des Talibans, et on enregistre de nombreuses violations des droits de l'homme quand ils arrivent au pouvoir (dans tout le pays donc, et, avant le 15 août, dans les zones qu'ils contrôlaient déjà). Les exactions contre les civils sont nombreuses, et les droits des femmes et des enfants sont particulièrement menacés (droit au travail, droit à l'éducation, libertés de déplacement, etc.). Les

dommages faits aux infrastructures d'eau et d'électricité et aux hôpitaux mettent encore en danger les populations, de même que l'utilisation d'armes explosives en milieu urbain.

Et malgré les promesses faites en matières de droits humains (y compris des droits des femmes), de respect du droit international et de la liberté de la presse, les Talibans sont loin d'avoir dissipé toutes les inquiétudes. D'autant que leur exercice du pouvoir dans les zones contrôlées avant 2021 et dans la période 1996-2001 (malgré, là aussi, des discours promettant le respect du droit international), était extrêmement violent et bafouait les droits humains dans leur ensemble.

<https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/18/afghanistan-les-promesses-des-talibans-quant-aux-droits-humains-suscitent-des>

Comme l'a tragiquement illustré la séquence autour de l'aéroport de Kaboul, pour de nombreux Afghans, la seule solution face aux Talibans reste l'exil, et on assiste à une explosion du nombre de personnes qui fuient le pays, ou tentent de le faire. D'où l'appel à la solidarité internationale lancé par le porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies aux Réfugiés (HCR) Shabia Mantoo d'accueillir les réfugiés afghans et de suspendre les expulsions des Afghans qui se sont vus refuser l'asile. Le HCR prévoit une hausse de 500.000 nouveaux réfugiés dans la région dans son scénario le plus pessimiste. Cette hausse du nombre de prétendants à l'émigration intervient dans un contexte où de nombreux Afghans (plus de 2 millions) ont déjà trouvé refuge à l'étranger, principalement dans les pays frontaliers (90 % au Pakistan et en Iran), mais aussi en Europe, dans une moindre mesure et pour une fraction éduquée de la population, et/ou proche des puissances étrangères lorsqu'elles étaient encore dans le pays (interprètes, etc.)

<https://www.unhcr.ca/fr/news/crise-humanitaire-afghanistan-chronologie/>
